

MEMORIES AT STAKE

N° 4 09.2017

# MÉMOIRES EN JEU

Enjeux de société  
Issues of society

ENTRETIEN

**Ivan Jablonka**

Le discours de la méthode

PORTFOLIO

**Le chant  
du Korten**



**MÉMORIALISATIONS  
IMMÉDIATES**

**SPONTANEOUS  
MEMORIALIZATION**

ÉDITIONS  
KIMÉ

MÉMOIRES EN JEU MEMORIES AT STAKE N° 4 - 09.2017

MEMORIES AT STAKE

# MÉMOIRES EN JEU

Numéro 4 – Septembre 2017 – SOMMAIRE

- 5 Tribune par Philippe Mesnard :  
**La stratégie de la parenthèse ?**

## ACTUALITÉS

- 6 Aurélie Barjonet **Wrong elements** de J. Littell
- 9 Irina Sandomirskaja **Ahasuerus on an Excursion. Austerlitz** de S. Loznitsa
- 12 Sonia Combe  
**Karl Marx City : l'histoire en noir et blanc**
- 14 Corinne François-Denève **La Danse de mort. À propos du Jan Karski** de A. Nauzyciel
- 17 Dominique Adrian  
**Simplicius Simplicissimus** de K. A. Hartmann
- 19 Vincent Guillemain **La Passagère** de M. Weinberg
- 21 Sonia Combe **Le titre de la discorde : Pierre Laborie et Marcel Ophuls**
- 22 Claire Aslangul-Rallo **Shoah et bande dessinée**
- 24 Luba Jurgenson **Le procès de Iouri Dmitriev**
- 26 Jean-Charles Geslot **Mémoires de guerre(s)**
- 29 Mathilde Kusnir **Figures et figurations des terroristes : enjeux postcoloniaux**

## ENTRETIEN

- 31 Ivan Jablonka **Discours de la méthode**

## PORTFOLIO

- 36 Philippe Mesnard **Le chant du Kortén**

## DOSSIER

### Mémorialisations immédiates

- 47 Gêrôme Truc **Présentation**
- 50 Sylvain Antichan, Sarah Gensburger, Delphine Griveaud **La mémoire en ses lieux**
- 60 Annette Becker **Faire parler les objets ?**
- 65 Sébastien Ledoux **L'École à l'épreuve de l'attentat de Charlie Hebdo**
- 72 Isabelle Delorme **Les attentats du 11 septembre 2001 et du 13 novembre 2015 en bande dessinée**
- 80 Table ronde organisée par Henry Rousso, avec Élisabeth Claverie, Christian Delage, Simon Perego & Denis Peschanki **La mémoire du 13-novembre sous l'œil des observateurs**
- 88 Caitlin Bertin-Mahieux **Instant History of 9/11**

- 90 Gêrôme Truc **Quel mémorial après un attentat de masse ?**
- 96 Ana Milošević **In memoriam: Brussels attacks**
- 101 Martin Germer, Isabella von Treskow  
**Les réactions à l'attentat au marché de Noël en 2016 à Berlin**

## VARIA

- 104 Marc Sagnol **Philippe Kellmer (1923-2016), rescapé et témoin de Mikhaïlovka**
- 109 Marie-Christine Autant-Mathieu  
**Le théâtre hanté par la mémoire**

## IN PROGRESS

- 114 Rémi Korman **Une diplomatie des excuses ? Le Saint-Siège et le Rwanda**
- 118 Philippe Mesnard  
**France Algérie, du jeu dans la société**
- 120 Catherine Brun **Mémoire(s) de la guerre d'Algérie**

## DES SITES & DES LIEUX

- 125 Karla Vanraepenbusch  
**Bref récit d'une crise d'identité. La tour de l'Yser**

## COMPTES RENDUS

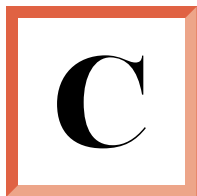
- 130 August Hermann Zeiz, *Danse autour de la mort* ; Javier Cercas, *El monarca de las sombras* ; Elke Schieber, *Tangenten. Holocaust und jüdisches Leben im Spiegel audiovisueller Medien der SBZ und der DDR 1946 bis 1990 – Eine Dokumentation* ; Daniel Oppenheim, *Des adolescences au cœur de la Shoah. À travers Appelfeld, Kertész, Wiesel...* ; Éric Marty, *Sur Shoah de Claude Lanzmann* ; Sévane Garibian, *La Mort du bourreau. Réflexions interdisciplinaires sur le cadavre des criminels de masse* ; Djemaa Maazouzi, *Le Partage des mémoires. La guerre d'Algérie en littérature, au cinéma et sur le web* ; Esteban Buch, *Trauermarsch, L'Orchestre de Paris dans l'Argentine de la dictature* ; Philippe Henwood & Paule René-Bazin (dir.), *Écrire en guerre, 1914-1918. Des archives privées aux usages publics* ; Fleur Kuhn Kennedy, *Le Disciple et le faussaire. Imitation et subversion romanesques de la mémoire juive* ; Delphine Bechtel & Luba Jurgenson (dir.), *Muséographie des violences en Europe centrale et ex-URSS* ; Clara Royer, Imre Kertész : « L'histoire de mes morts »

# La mémoire du 13-novembre sous l'œil des observateurs

This roundtable endeavours to present and engage in dialogue two important projects launched after the terrorist attacks on November 13, 2015 in Paris. These projects seek to collect testimonies either from a qualitative or quantitative point of view. In a certain way, they contribute to the so-called "spontaneous memory" of these events. We already observed a similar phenomenon during the Holocaust and just after World War II as well as just after the 9/11 attacks. Can we identify new forms of memory in this context? What are the various methods used in these projects?

**Key words:** 9/11, 13-November, spontaneous memory, terrorist attacks, testimony, traumatic events.

Cette rencontre a été organisée et modérée par Henry Rouso, le 5 mai 2017 dans les locaux du centre universitaire Malesherbes de Paris-Sorbonne (Paris-IV). Elle a été filmée par Marc Lazian et Florian Nermont que la rédaction remercie très vivement.



ette rencontre a pour but de présenter et de faire dialoguer entre eux deux grands projets lancés après la vague d'attentats du 13 novembre 2015 afin de recueillir ce que l'on pourrait appeler une « première mémoire », terme qui a pu être utilisé dans des contextes très différents, notamment

pour les premiers témoignages d'après-guerre sur la Shoah, ou encore une « mémoire immédiate ». Peut-on identifier de nouvelles formes mémorielles dans la manière dont des sociétés pacifiées comme les nôtres, par ailleurs investies depuis trente ans dans des politiques du passé touchant les grandes catastrophes récentes, réagissent à chaud face à une violence extrême qui surgit soudain dans leur quotidien ? Comment se fait le recueil de la parole ? À quelles fins ? Et ces projets, souvent innovants, s'appuient-ils sur des expériences antérieures, comme par exemple le 11 Septembre ?

Nous avons donc réuni pour cet échange : Christian Delage, professeur à l'université Paris 8 et directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (Paris 8/CNRS), qui a lancé un projet d'entretiens filmés auprès de rescapés du 13 novembre, mais également auprès de ceux et celles qui sont intervenus ce soir-là en tant que policiers, pompiers, médecins : « Attentats du 13 novembre 2015 : Des vies plus

jamais ordinaires », ainsi qu'Élisabeth Claverie, anthropologue, directrice de recherche (émérite) au CNRS, qui participe à cette campagne ; Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS, qui a lancé un projet de nature différente sur la mémoire des attentats : « 13-Novembre : Programme de recherche transdisciplinaire » ; Simon Perego, post-doctorant au sein du Labex : « Écrire une histoire nouvelle de l'Europe », qui vient de soutenir, en décembre 2016, une thèse intitulée : « "Pleurons-les, bénissons leurs noms". Les commémorations de la Shoah et de la Seconde Guerre mondiale dans le monde juif parisien entre 1944 et 1967 : rituels, mémoires et identités », qui permet d'avoir un point de comparaison et de mesurer les évolutions des pratiques mémorielles sur une plus longue durée.

**Christian Delage :** Après les attentats survenus le 13 novembre, je me rappelle avoir compulsé de manière un peu obsessionnelle les mémoriaux des victimes réalisés par *Le Monde* et *Libération*. Bien sûr, les notices étaient à la fois peu développées et sur un mode hagiographique, mais ce qui me préoccupait, c'était de pouvoir mettre un visage sur les noms des victimes. Pourquoi ? Comme l'a bien montré Susan Sontag dans *Devant la douleur des autres*, l'empathie pour une victime est d'autant plus forte que l'on se trouve dans sa proximité géographique ou culturelle. Et, sans doute, compte aussi cette dimension singulière de l'image – fixe ou animée, son pouvoir d'enregistrement, de trace, qui s'appuie dans le meilleur des cas sur une éthique de la figuration. Si je m'intéresse, cinquante ans plus tard, aux migrants et aux déclassés de la Grande Dépression des années trente aux États-Unis, c'est certainement grâce à la



© Ph. M.

bonne distance trouvée par Dorothea Lange (*An American Exodus*) ou James Agee et Walker Evans (*Louons maintenant les grands hommes*) pour témoigner de leur sort.

Ainsi, quand Antoine Lefébure m'a parlé d'un immeuble proche du Bataclan dans lequel il avait commencé, à peine quelques jours après le 13 novembre, à filmer des entretiens avec les résidents, car il s'y rendait souvent pour des raisons familiales, et qu'il m'a demandé si l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent) pourrait être intéressé par une telle entreprise, j'ai un peu hésité à lui répondre favorablement. D'autant plus que son projet visait, par-delà l'immeuble en question, un très large corpus de personnes, celles qui, de près ou de loin, avaient été touchées par les attentats, soit des centaines. Certes, l'IHTP s'intéresse au temps présent, celui dans lequel les témoins sont encore parmi nous, mais pas au point d'être immédiatement réactif à un événement qui vient juste de se dérouler.

Par ailleurs, l'idée était de filmer des témoins. Or, cela fait au moins une quinzaine d'années que je travaille sur la représentation cinématographique de la libération des camps, puis sur l'histoire de la collecte des témoignages de la Shoah. Or, dans le prolongement ou en complément de ces recherches, j'ai la chance d'avoir une pratique de réalisateur professionnel et de commissaire d'exposition. Dans ce cadre, j'ai moi-même fait des entretiens filmés, avec des survivants – pour mon film sur le procès de Nuremberg – puis avec ceux qui ont produit des collectes de témoignages filmés, principalement Geoffrey Hartman, fondateur du projet Fortunoff Video Archives for Holocaust Testimonies, à l'université Yale et des responsables de la Shoah Fondation créée par le réalisateur Steven Spielberg. Cela

m'a amené à constater une chose tout à fait étonnante, en particulier dans le cas de l'équipe de Spielberg : en dépit du choix de vouloir *filmer* les récits des survivants et non de les enregistrer avec un magnétophone pour éventuellement les transcrire, les entretiens ont été conçus malgré, voire contre, l'outil audiovisuel, réduisant le rôle de la prise de vue à une simple captation, souvent réalisée dans des conditions techniques médiocres, sans imagination, sans point de vue.

Cependant, ce projet de rencontrer des rescapés du 13-novembre m'a paru un défi intéressant à relever : pour la Shoah, je n'avais pas été contemporain de l'événement, les personnes que je rencontrais pour m'entretenir avec elles étaient âgées, et leur mémoire, forcément défaillante, était de toute façon reconstruite, au fil des informations qu'elles avaient accumulées dans l'espace public de la connaissance historique. Après novembre 2015, je me suis retrouvé dans une situation inverse : être plus âgé que les victimes du Bataclan, dont la moyenne d'âge était de trente-quatre ans, tout en étant très concerné, même indirectement, par les événements commencés avec les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher de Vincennes.

Tandis qu'Antoine Lefébure constituait une sorte de monographie de l'immeuble proche du Bataclan, j'ai commencé à former une petite équipe, avec quatre de mes doctorants, qui, pour la plupart, habitent dans les quartiers visés par les attentats, et dont je pensais qu'ils sauraient convaincre les plus jeunes des rescapés de donner leur témoignage devant une caméra. Il s'agissait en effet de neutraliser la détestation des médias née de la couverture, par certaines chaînes d'information continue, des événe-

ments de janvier puis de novembre. Ensuite, j'ai souhaité qu'Élisabeth Claverie nous rejoigne, ce qu'elle a accepté, et Hélène Dumas, qui a travaillé sur le Rwanda et les tribunaux populaires, a à son tour souhaité nous rejoindre. L'équipe s'élargit ainsi de manière à la fois professionnelle et amicale, chacun apportant une contribution originale au projet, y compris récemment un post-doctorant qui est musicologue et travaille sur les perceptions sonores des personnes qui étaient enfermées dans le Bataclan et sur la manière dont l'apaisement du traumatisme subi peut passer par une réélaboration auditive et musicale.

Par chance, Jean Lebrun, qui est membre du Conseil de valorisation scientifique de l'IHTP, a très vite pris le relais auprès de Radio France et nous a permis d'être accueillis pendant une journée sur France Inter, le 13 avril 2016, ce qui nous a donné l'occasion de faire connaître notre démarche et de recevoir ainsi, dès le lendemain, des dizaines de propositions de récits de rescapés ou de témoins des attentats.

**Henry Rouso :** Denis Peschanski, votre projet se situe dans un autre registre, avec une temporalité et des objectifs différents...

**Denis Peschanski :** Ce projet naît de la rencontre d'un projet à moyen terme et du choc de la conjoncture. Ce projet intellectuel commence en 2008 quand je me retrouve aux États-Unis pour travailler avec une unité mixte franco-américaine sur les questions de mémoire et de mémorialisation avec un postulat : l'idée qu'on ne pouvait pas comprendre la mémoire collective si l'on ne prenait pas en compte les dynamiques cérébrales de la mémoire et que, à l'inverse, si l'on voulait comprendre pleinement ce qui se passait dans le cerveau, il fallait prendre en compte l'impact du social. Ce qui a favorisé un dialogue entre sciences sociales et sciences du vivant et cognitivistes, donc une approche transdisciplinaire, dans le sens où il y a des constructions communes de l'objet et non pas différentes réponses de plusieurs disciplines sur un objet construit dans une discipline donnée. On a eu d'abord un programme financé par la FACE (fondation Agir contre l'exclusion) pendant trois ans, puis, dans la foulée, on a répondu à un appel à projet dans le cadre du « grand emprunt » pour constituer une plate-forme technologique, un équipement d'excellence (Equipex), dite MATRICE, sur l'interaction entre mémoires individuelles et mémoire collective. Nous avons pris deux événements majeurs comme référence, la Seconde Guerre mondiale et le 11-Septembre. Le projet a été accepté en février 2011 par le Commissariat général à l'investissement, avec pour échéance la fin 2019. Arrive donc le choc des attentats du 13 novembre 2015, et nous nous sommes sentis comme requis. Entre mission citoyenne et mission du chercheur, on a considéré qu'il fallait réagir avec nos armes, celles de la connaissance, de la recherche. Et nous avons répondu à l'appel à la communauté scientifique du président-direct-

teur général du CNRS en proposant un projet avec mon collègue Francis Eustache, neuropsychologue spécialiste de la mémoire humaine à Caen, avec qui je travaillais depuis plusieurs années dans l'« Equipex ». La continuité était claire : il ne s'agissait pas de travailler sur l'événement lui-même mais sur la mémoire de l'événement.

Ce faisant, on a élaboré un protocole qui a cela de singulier qu'il répond à l'objectif d'articuler le triangle mémoire individuelle, mémoire collective par rapport à un événement traumatique, en l'occurrence celui du 13 novembre. Cela impliquait de monter un protocole complexe exigeant une mobilisation de moyens et de partenariats qu'il nous a été assez facile de rassembler, car on avait déjà été en contact avec nombre de ceux-ci dans « MATRICE ». Il ne s'agit donc pas de reconstituer l'historique de l'événement – il y a déjà une masse documentaire énorme – mais de voir comment se construit la mémoire et comment elle évoluera dans les années à venir en fonction de la proximité plus ou moins grande de l'événement lui-même. À la différence de Christian Delage, nous voulions recueillir le témoignage, certes du cercle 1 composé de ceux qui avaient été directement exposés, mais aussi de ceux qui, par exemple, avaient vécu l'événement depuis trois villes de province, Caen, Metz et Montpellier – c'est le cercle 4.

De là, un premier objectif : on rassemble 1 000 personnes, concernées directement ou indirectement. Et on va interroger les mêmes 1000 personnes en 2016 (chose faite), 2018, 2021 et 2026, pour voir comment se construit la vérité du témoin en interaction avec la mémoire collective, avec l'idée, notamment, de la construction d'un grand récit commun. Un second axe du programme est une recherche biomédicale pilotée par Francis Eustache. Parmi les 1 000, on en prend 200 composant un groupe-contrôle de personnes qui étaient totalement à l'extérieur (des Caennais du cercle 4), et 120 qui étaient du cercle 1, donc des personnes directement exposées, entendons pour les psychologues et neuroscientifiques exposées à développer un syndrome de stress post-traumatique (PTSD, TSPT en français). En fait, ce groupe de 120 se subdivise lui-même en deux : ceux qui ont effectivement développé un TSPT et ceux qui ne l'ont pas développé, qu'on dit résiliants. Il s'agit d'essayer de comprendre pourquoi certains ont développé ce syndrome et pas d'autres. Il y a là un passage par le biomédical lourd, avec des IRM et, à cette occasion, les personnes en question passent deux jours à Caen. Il y a donc un repérage des marqueurs biologiques à la fois de PTSD et de la résilience, et il nous faudra comprendre ensuite les facteurs expliquant cette différence de réaction. Là, sociologues et neuroscientifiques auront à travailler encore de conserve.

Comme les 1 000 personnes (encore moins les 200) ne sont évidemment pas représentatives de la société française, car là n'était pas notre objectif, parallèlement, avec le CREDOC, on a mis au point une étude d'opinion représentative de la société française qui se fera à chaque captation (2016, 2018, 2021, 2026). Onze questions ont été et seront

posées. Il y a déjà eu un premier rapport qui a été remis sur l'affaire. Il y a encore une autre piste avec le travail sur les médias et, en particulier, des réseaux sociaux avec une aspiration systématique des tweets (mesure de viralité, géolocalisation), ce qui demande évidemment une mobilisation des compétences des historiens, des informaticiens, des sociologues. Donc, on a là une diversité de pistes et d'objectifs qui a donné à ce projet une dimension hors norme. Notre idée est de rechercher la vérité du témoin et voir comment se construisent, année après année, ces témoignages sur un événement traumatique.

**Henry Rousso :** Nous sommes clairement en présence de deux démarches différentes : l'une privilégiant, dans une démarche quantitative et interdisciplinaire, les mécanismes de la construction d'une mémoire à long terme d'un traumatisme ; l'autre, plus qualitative, plus ancrée dans l'observation historique, dans la veine des archives orales filmées, et qui offre également un regard plus anthropologique. Comment se déroulent concrètement les entretiens sur le terrain, les échanges entre les acteurs – terme peut-être plus neutre que celui de « victime » – et les observateurs ?

**Denis Peschanski :** Ce n'est pas plus neutre. Ce qui est très intéressant quand on parvient à interviewer ces personnes, c'est qu'elles changent de statut, passant de celui de victime à celui d'acteur, ce qui fait que lorsqu'on travaille avec elles, sans dimension a priori thérapeutique dans nos objectifs, changeant ainsi de statut, elles regardent de façon différente leur propre expérience.

**Henry Rousso :** Oui, précisément, j'entendais ici le terme « acteur » au sens sociologique, c'est-à-dire incluant une perception évolutive, voire clivée, de sa propre situation. C'est pourquoi j'aimerais interroger Élisabeth Claverie, qui a travaillé sur d'autres situations de sorties de violence, notamment en Bosnie et en Afrique centrale. Comment cela se passe concrètement lorsqu'il s'agit de gens beaucoup plus proches de nous, dans un environnement qui est le nôtre ? Comment fonctionne le dispositif et comment mettez-vous à l'œuvre votre expérience ?

**Élisabeth Claverie :** Effectivement, Christian Delage m'a demandé de participer à ce projet parce que j'ai travaillé très longtemps au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à écouter des témoins qui sont eux-mêmes filmés dans le prétoire par des caméras. Ces témoins s'expriment dans un cadre énonciatif bien particulier, qui est celui de la preuve quand ils sont cités par l'accusation, ou de la description d'une définition dont le protocole est régi par la défense. Ensuite, j'ai assisté à des affaires de crimes de guerre dans la région des Grands Lacs, là encore mon travail a été d'écouter des témoins à l'audience et, l'après-midi, la façon dont leur parole était travaillée par les

gens de la chambre (assistants juridiques, juges, etc.). Avec ce que m'a proposé Christian, on est dans une démarche d'un autre ordre, une autre visée, car les personnes avec lesquelles nous travaillons énoncent des situations dans lesquelles elles ont été victimes d'un point de vue rétrospectif et dans un travail de reconstruction. Cela peut être aussi des soignants, des policiers qui sont intervenus. Ce qui nous intéresse au premier chef est le détail de la façon dont les personnes ré-énoncent, re-décrivent ce qui s'est passé, c'est la question de leur orientation, c'est-à-dire comment dans une situation contrainte de façon autoritaire, par exemple, une salle plongée immédiatement dans le noir après qu'il y a eu énormément de bruit comme dans un concert au Bataclan, comment les personnes parlent de la façon dont elles se sont orientées dans un moment de désorientation absolue et comment elles se sont situées les unes par rapport aux autres. Dans le cadre d'un entretien, par exemple, avec un homme d'une trentaine d'années qui se trouvait au Bataclan accompagné de son épouse – et il s'inquiétait aussi pour une autre personne – mais aussi environné d'une masse devenue subitement sombre et indistincte. On a beaucoup travaillé avec lui la reconstruction de l'espace transformé en boîte noire où il s'orientait seconde après seconde dans l'obscurité, avec, de temps en temps, des gens qui sortaient de l'obscurité et redevenaient distincts. Ce qui nous a frappés, c'est tout son effort de réflexivité tantôt amoindrie, tantôt très éveillée, et qu'il a restituée depuis rétrospectivement. On a volontairement limité les cas, onze personnes jusqu'à maintenant. Autre cas, celui d'un médecin urgentiste et la façon dont il s'est orienté dans une situation d'urgence dans le réel et non plus dans des situations simulées pour s'entraîner. Notre cadre est relativement intimiste, il est à la fois une réélaboration d'une situation de PTSD, avec notamment des retours des flashes traumatiques, mais aussi des situations d'hyper-rationalisation comme avec l'urgentiste que je viens de mentionner. Non d'empathie qui, chez cette personne, crée un problème, y compris dans la façon qu'elle a de témoigner, avec une certaine gêne. On essaie d'évaluer ce qu'est la redescription et de quelle façon elle s'effectue en tâchant de rester au plus près de l'énonciation de la personne dans les moments où elle se décrit comme victime et dans ceux où elle maîtrise la situation qui la sort de la position de victime. Ces modes d'énonciation peuvent changer plusieurs fois durant l'entretien.

**Henry Rousso :** Entre le moment où l'on a identifié une personne et celui où les données vont être finalement traitées, quelles sont les différentes étapes ?

**Élisabeth Claverie :** Ce sont souvent des rencontres, de proche en proche. Très souvent, à cause de cette très grande méfiance à l'égard des médias, ils veulent savoir ce que sera le trajet de l'enregistrement, ils veulent suivre le processus, il y a ce souci très grand. C'est pourquoi nous y allons très



© Ph. M.

doucement, il y a eu plusieurs va-et-vient, des hésitations. Nous avançons avec la plus grande précaution et nous faisons entrer dans l'entretien les arguments justifiant ces précautions.

**Christian Delage :** L'acte même de filmer n'est pas anodin et n'est pas neutre. Il y a toute une série d'ajustements, il faut trouver un cadre, un moment propice. Dans la situation de dialogue entre l'interviewer et l'interviewé(e), le fait d'être filmé ne modifie pas les conditions de la co-présence, car le dispositif technique se fait oublier très rapidement. Pour avoir beaucoup travaillé et pratiqué cette question, je vois même la caméra comme une protection, et la médiation facilite, si le questionnaire est ouvert, et surtout pas standardisé, une mise en récit par le témoin. On ne se substitue à aucun moment à un psychologue ou à un psychiatre. La plupart des gens que nous avons vus, parce qu'ils figurent dans la liste officielle des victimes établie par le procureur Molins, ont accès à une aide psychologique, judiciaire et matérielle. De notre côté, nous savons que ce moment partagé peut tenir une place dans un processus d'analyse, car, après les entretiens, nous prenons soin d'avoir avec eux une correspondance qui peut être très suivie et s'étaler sur un temps long.

**Henry Rouso :** Même si les objectifs peuvent, bien sûr, se rapprocher ou se compléter, les méthodes à l'œuvre dans votre projet, Denis Peschanski, ne sont pas les mêmes.

**Denis Peschanski :** C'est effectivement différent, rien que dans la taille de l'échantillon : on ne raisonne pas de la même façon si l'on a 11 entretiens ou si l'on en vise près de 1 000. Mais la différence ne réside pas dans la distinction qualitatif/quantitatif. On a du quantitatif, évidemment, avec 1 500 heures d'entretiens audiovisuels, sans compter la partie écrite avec les questionnaires. Dans la première captation, en fin de compte, 934 personnes ont été interviewées. La différence tient donc au nombre de témoignages, aux moyens, aux soutiens que l'on a pu obtenir. Si l'on n'avait pas été soutenus et portés scientifiquement par le CNRS et l'INSERM ensemble, si l'on n'avait pas eu les 28 partenaires, jamais nous n'aurions pu concrétiser ce projet. Sur le cercle 1, on a 360 interviews, donc de personnes qui avaient été directement exposées aux attentats, à savoir des victimes, des témoins, des intervenants extérieurs, soignants, policiers (nous avons le témoignage de 80 policiers grâce au soutien du préfet de Police de Paris) et les familles endeuillées. Nous avons d'abord construit ensemble un protocole qui est le même pour tout le monde, on suit un guide d'entretien élaboré ensemble pour les enquêteurs. On faisait ces entretiens dans les mêmes studios, mais sans limites de temps. Pour le cercle 1, la durée moyenne est de 2 h 30 pour la partie face caméra. L'entretien est en partie semi-directif, avec une deuxième partie directive (questionnaire de « mémoire émotionnelle ») et, hors caméra, une fiche socio-démographique bien sûr, et un questionnaire dit de « mémoire événementielle » notamment lié à des souvenirs d'autres événements. On suit un protocole extrêmement strict.

**Henry Rousso :** La distinction quantitatif/qualitatif ne relève évidemment pas d'un jugement de valeur : la question ici est de mieux comprendre ce que l'approfondissement de la recherche sur un nombre limité d'entretiens, d'un côté, et la mise en œuvre d'une réflexion à une échelle plus vaste, elle-même productrice de signification, de l'autre, apportent respectivement. Je voulais également soulever une autre question : dans vos propos, la référence à la mémoire – ou à la mémorialisation – de la Shoah est omniprésente, ce qui n'est pas surprenant. En réalité, tous autant que nous sommes, observateurs, victimes, opinion en général, sommes déjà sensibilisés aux questions de mémoire et de témoignage. Je voudrais ainsi demander à Simon Perego si cette question d'une mémoire à construire dans l'immédiateté se retrouve juste après la Shoah. Puisque l'on sait que très tôt, très vite, des témoignages ont été recueillis partout en Europe, quels liens peut-on faire avec les situations actuelles ?

**Simon Perego :** L'exercice de la comparaison est forcément difficile tant les événements et les contextes diffèrent. On peut néanmoins remarquer que les deux responsables de ces projets sont liés professionnellement – et peut-être aussi biographiquement – à la Seconde Guerre mondiale. J'ai d'ailleurs retenu dans les propos de Denis Peschanski l'expression « on leur doit ça », formule qui fait écho à ce que les témoins de la Shoah ont dit dans les années 1980-1990, parfois sous la forme d'un reproche : « on ne nous a pendant longtemps pas écoutés ». Faut-il alors voir dans ce défaut d'écoute l'une des sources de la motivation à écouter le plus vite possible les victimes des attentats et à en écouter un grand nombre ? Concernant ce que la première mémoire de la Shoah peut nous apprendre des réactions collectives aux événements traumatiques, il est intéressant de rappeler que des entreprises extrêmement précoces de collectes de témoignages ont été mises en place au lendemain de la défaite de l'Allemagne nazie et qu'elles ont trouvé de nombreuses personnes disposées à parler de ce qu'elles avaient enduré. Il faudrait alors se demander si on observe la même « pulsion testimoniale » chez les victimes des attentats. Les initiatives de l'après-1945 nous ont aussi légué la conscience d'une nécessaire réflexion sur l'opposition entre qualitatif et quantitatif car la volonté d'accumulation de témoignages manifestée dans l'immédiat après-guerre, en Pologne ou dans les camps de personnes déplacées, met encore aujourd'hui en difficulté les chercheurs qui ne savent pas toujours quoi faire des dizaines de milliers de questionnaires remplis à cette époque à l'initiative de différentes commissions historiques juives. Entre l'après-1945 et l'après-13 novembre, on retrouve aussi la diversité des médias mobilisés, avec certes l'écrit, mais aussi des initiatives par la radio et l'enregistrement audio. Sur la question de la méthode, on observe des questionnements partagés à sept décennies d'intervalle. Dans l'immédiat après-guerre, il y a effectivement des acteurs qui sollicitent des témoins

de manière spontanée, sans protocole, et en même temps ce premier réflexe est très rapidement pris en charge par des personnes qui ont une formation scientifique inscrite dans l'héritage du YIVO. Plus généralement, et pour reprendre ma première remarque, s'il y avait un lien à établir entre cette période de l'après-guerre et aujourd'hui, ce serait non pas sous la seule forme d'une comparaison mais aussi peut-être sous la forme d'une filiation car si ces collectes ont eu lieu après les attentats, ça ne peut pas s'expliquer sans prendre en compte ces différentes strates de collectes testimoniales de la Seconde Guerre mondiale, celle de l'immédiat après-guerre et celles plus récentes des années 1980 et 1990, et sans avoir en tête cette idée que l'on n'aurait pas assez écouté les témoins.

**Henry Rousso :** Vous avez évoqué tous les trois, à un moment où à un autre, la dette, le devoir moral, la nécessité de recueillir la parole des victimes. C'est une question complexe que de comprendre et d'évaluer la nature de cette dette. Si je reviens sur la situation au sortir de la Shoah, à l'époque, la volonté de recueillir des témoignages tous azimuts repose sur une idée terriblement simple : du monde juif européen, surtout en Europe orientale, tout a été détruit, presque tout a disparu, il faut donc conserver le maximum possible de traces. Aujourd'hui, la situation est très différente, sans même parler de la différence des événements : nos sociétés ont énormément réfléchi à cette situation d'après 1945, qui accorde aux victimes, aux témoignages et à la mémoire une place très importante bien que jugée insuffisante par les générations qui ont suivi : d'où le réinvestissement massif, politique, sur cette question. Dès lors, indépendamment d'une curiosité scientifique légitime, quelle est la signification éthique de votre démarche ? Qu'est-ce qui est dû, ici, aux victimes ou à la société en général, sachant par ailleurs que les victimes sont mieux prises en charge par les pouvoirs publics que par le passé, dans des situations similaires ?

**Christian Delage :** Je pense qu'il y a une éthique de la médiation, non un devoir moral d'aller vers les victimes : « travail », pas « devoir » de mémoire. Nous devons être d'abord et avant tout professionnels dans ces filmages, nous travaillons d'ailleurs avec une équipe pilotée par la société Zadig films. Quand Simon Perego dit que les victimes, après-guerre, n'ont pas eu le sentiment d'être écoutées, je prendrais cette question non pas dans le sens habituel – l'intérêt ou non prêté par les sociétés aux témoignages des survivants – mais en questionnant les conditions matérielles de leur écoute. Je sais, pour connaître un peu le travail de David Boder (*I Did Not Interview the Dead*, 1949), qu'il s'est posé la question de savoir si l'enregistrement audio était le plus approprié, et cette question n'est pas mineure. Pour qu'il y ait médiation, il faut qu'une réflexion s'exerce avant d'enregistrer le témoin sur la place qui va lui être donnée, et, réciproquement, sur celle du spectateur.



L'autre différence par rapport au contexte de l'après-guerre, c'est que ce dont témoignent les survivants de la Shoah concerne toute une histoire qui part de la vie avant, par exemple dans la Pologne des années vingt et trente, de l'antisémitisme, de l'enfermement dans le ghetto, de l'extermination, de la survie, etc., et pour toute une communauté. Pour les survivants, en particulier, et les témoins, en général, des attentats, cela tient en quelques heures au maximum – et l'événement dure quelques minutes. C'est pourquoi notre projet se nomme « Des vies plus jamais ordinaires », car ces gens avaient une vie ordinaire, comme nous tous, sans jamais avoir imaginé qu'une partie de leur vie pourrait donner matière à une trace publique, voire socialisée. Pour eux, cet événement n'a pas de passé immédiat, n'est pas l'aboutissement d'un processus qui les aurait concernés directement depuis longtemps. Nos témoins ne parlent jamais de ceux qui ont commis les attentats.

**Élisabeth Clavierie :** Pour ma part, je suis très sensible à la question de la médiation, car notre travail se situe, au fond, entre le politique et le singulier ; tout à coup, dans la vie d'une personne, un événement fait irruption et quelqu'un devient un matin une cible, que faire avec cela et la signification indubitablement politique d'être ciblé ? Être ciblé parce qu'on est là. Que signifie cette expérience singulière qui nourrit l'expérience politique aujourd'hui ? Nous nous tenons dans cette coupe, entre du singulier et du politique, alors que la personne a des difficultés à réagir au type de collectif auquel elle a été *de facto* intégrée, pour être ciblée. C'est cette médiation que nous travaillons.

**Denis Peschanski :** Pour ma part, j'ai mis en avant que notre motivation tenait sans doute largement à l'idée qu'on leur devait quelque chose, d'où la dimension éthique, ce qui, évidemment, singularise ce type de programme. Cette dimension intervient dans les motivations, celles des 150 à 200 personnes qui ont participé à cette première captation et régulièrement à nos travaux ; en un mot, on n'a jamais vu cela dans les programmes que nous avons eu à piloter. La dimension éthique se tient déjà là. Puis, il y a la vocation de ce projet à l'échelle de la société portant comme valeur le respect de la victime qui impacte les protocoles suivis. Mais le lien n'est pas direct avec mon travail sur la Seconde Guerre mondiale, car les victimes des attentats, d'emblée, on les entend, elles ont une visibilité. Dans notre projet, il y a une dimension patrimoniale : se dire qu'on va participer à la construction d'une mémoire audiovisuelle du 13-novembre et que cela va être conservé et pérennisé par l'INA – de même que dans le projet Delage c'est à la BNF. Cette pérennisation concerne la dimension scientifique, car on va pouvoir travailler sur ces données, elles sont enregistrées et stockées dans d'excellentes conditions.

Autant la comparaison avec la mémoire de la Shoah est très limitée, autant avec le 11 Septembre elle est très claire. Parce qu'on a commencé à New York, en lien avec

De gauche à droite : Denis Peschanski, Henry Rousso.



© Ph. M.

l'équipe du 11 Septembre et, en particulier, parce que se construisaient des recueils de témoignages et que William Hirst, à la New School, a lancé un grand programme à la suite du 11 septembre 2001 pour recueillir pendant dix ans des témoignages. Son travail a donné des résultats passionnants, mais il a recueilli ces témoignages par écrit, en suivant un questionnaire relevant essentiellement de la psychologie et, même si certains ont témoigné à quatre reprises en dix ans, ce n'était pas inscrit dans son projet d'origine.

On l'aura compris : nous ne nous intéressons pas à la façon dont le témoignage contribue à reconstituer les faits, la Vérité avec un grand V, mais au témoignage comme objet et à la vérité du témoin – qui nécessite de l'entendre plusieurs fois et de mesurer l'évolution de ses versions.

**Simon Perego :** Vous exprimez là une idée importante : vous ne collectez pas ces témoignages en pensant à l'historien du futur qui voudra reconstituer ce qui s'est « objectivement » passé, par exemple au Bataclan, alors que pour les témoignages de la Shoah l'objectif a été longtemps d'établir – ou de contribuer à établir – les faits à partir de ce que les survivants pouvaient en dire. L'autre élément intéressant à relever ici est cette frustration face à la difficulté de retrouver une parole individuelle qui ne soit pas celle extrêmement travaillée et retravaillée du témoignage enregistré du survivant des camps. Saisir au plus vite la parole des témoins des attentats peut permettre d'éviter cet écueil, même si la fixation d'un récit dans l'esprit d'un témoin s'opère très rapidement.

**Henry Rousso :** Même si le point de comparaison avec la mémoire de la Shoah n'est pas vraiment valide, j'aimerais poursuivre dans ce sens. Parmi les personnes que vous avez

sollicitées, vous avez dû avoir des refus, d'autres qui avaient envie de parler. Sur le plan des motivations, pourquoi certains acceptent, d'autres non, et que cherchent-ils ?

**Christian Delage :** Nous-mêmes sommes pris dans un temps très court en rapport avec l'événement, et en même temps celui-ci semble s'éloigner irrémédiablement. J'ai le sentiment que certains ne voulaient pas parler immédiatement parce qu'ils sentaient une pression mais, tout d'un coup, arrive le moment où d'autres événements prennent le relais et la mémoire vive de ce qu'ils ont vécu risque de se perdre. C'est ainsi, nous vivons dans une période où domine l'instantanéité, l'évanescence rapide de la virilité des réseaux sociaux. En même temps, ça circule, ça échange, ça partage. Quel est le meilleur moment pour un témoin s'il veut donner son récit ? Quel est le meilleur écrivain ? l'entretien intime ou la prise de parole publique ? la collecte de témoignages ou l'instance judiciaire ? la radio ou la télévision (son seul ou son + image) ? Ce qu'il faut, au bout du compte, c'est que le moment de la confrontation au témoin joue pour nous, mais aussi pour lui. Et ça, nous pouvons tout de suite le savoir.

**Henry Rousso :** Il faut rappeler que ces témoins ont, consciemment ou non, baigné dans une culture de la mémoire, nourrie par deux à trois décennies de controverses autour des « politiques du passé » ou du « devoir de mémoire ».

**Élisabeth Claverie :** La question de la réparation dont traitent les associations a changé la temporalité, les enjeux et la pondération de ces événements. Le type de gratuité, de non-intentionnalité, de hasard dans lequel se trouvaient ces personnes est bouleversé par un nouveau rapport de calcul de l'économie de la réparation. Cela vient percuter leur discours et introduire entre la singularité et l'expérience politique cette question des réparations. A fortiori parce que les associations ont des conceptions très différentes de ce que peut être une réparation, et cela change beaucoup les rapports.

**Denis Peschanski :** Je dirai simplement qu'avec le cercle 1, celui des personnes concernées, victimes ou intervenants, on n'a eu aucun problème, y compris avec les associations auxquelles on s'est immédiatement adressés. Alors que l'on pensait en avoir. En revanche, cela a été beaucoup plus compliqué avec les autres cercles, de fait plus éloignés. Cela dit, les soutiens institutionnels, de la préfecture de police aux associations, nous ont été extrêmement utiles. Parce qu'il faut aussi prendre en compte que les personnes doivent aller à Caen passer deux jours pour les entretiens psychologiques et psychopathologiques et l'IRM. Ce n'est pas rien et ça se fait. 200 personnes ont passé deux jours à Caen dans le labo de Francis Eustache. Les gens sont en ce sens très motivés.

**Henry Rousso :** Il faut, à ce titre, souligner que les projets apportent une dimension réflexive très importante, y compris dans la construction de la mémoire elle-même. Les uns et les autres, vous jouez un rôle d'interface entre ces personnes qui peuvent avoir leurs propres revendications et attentes, et les institutions (mairie, préfecture, médias). Christian Delage parle de l'hostilité pour les médias chez les jeunes, eux-mêmes très habitués à ceux-ci, alors que le projet qu'il dirige est soutenu par un grand média public, qui est France Inter. Et celui de Denis Peschanski par France Culture... Mais ne contribuez-vous pas, par la démarche elle-même, à une forme de réparation ? À côté des questions de résilience possible ou effective, il y a une réparation symbolique assurée par le fait que des chercheurs, soutenus par de grandes institutions ou émanant de celles-ci, viennent à la rencontre des victimes. C'est une forme de reconnaissance, a fortiori si de grands médias sont présents. L'État et la société sont aujourd'hui empathiques vis-à-vis de ces victimes. Comment gérez-vous ces attentes et ces situations ?

**Élisabeth Claverie :** J'ai eu l'impression que l'on était des espèces de bornes mémorielles. On a marqué un temps de la reconstruction de la mémoire et une possibilité de remémoration de la façon de le dire. On a joué un rôle de poteau indicateur, un état déterminé de la mémoire et de la façon de le dire, avec telle ou telle accentuation. La mémoire se construit avec des points saillants qui vont bouger, deviendront moins saillants, et ça les personnes s'en souviendront parce qu'on a servi de borne. D'autant qu'il est essentiel que ce soit rediffusé et rendu public. Sur la question de la réparation, j'ai eu l'impression que l'on a permis aux personnes de rassembler des éléments épars en étant un type de tiers bien particulier (scientifiques), on n'était pas un proche ni un intime. Les gens pouvaient nous parler de façon non censurée. Nous avons permis de réunir des éléments disparates, mais reconstruits. Donc, on a joué un certain rôle réparateur, mais cela a pu être l'inverse. Car, pour des personnes qui ne sont pas complètement en accord avec la manière dont elles ont réagi, on a fait ressortir quelque chose de l'ordre d'une culpabilité et ce n'était peut-être pas le moment pour elles. D'une façon ou d'une autre, on a joué un rôle, pas nécessairement dans le sens d'une contribution positive, car tout ne peut, ne doit pas être réparé. Mais ce qui veut l'être a pu commencer à l'être. /